

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2951

22 novembre 2013

SOMMAIRE

A. ENSCH-HERZIG société à responsabilité limitée	141607	P.S.M. Investment S.A.	141602
AIM SOFTWARE Luxembourg S.A.	141611	Quinta da Murteira S.A.	141611
Albert & Partner S.A.	141607	Schmitz Creation in Pelz und Leder A.G.	141609
Alesya S.à r.l.	141613	Seniorenresidenz Mäerzeg S.à r.l.	141610
Algeco/Scotsman Holding S.à r.l.	141607	Smart Materials Luxembourg S.à r.l.	141605
A-Liss S.à r.l.	141610	Société Luxembourgeoise de Téléphonie S.A.	141612
Altice Africa S.à r.l.	141611	Spin Master Europe Holdings S.à r.l.	141605
Altice B2B Lux Holding S.à r.l.	141611	Stackpole International, S.à r.l.	141648
Altice Holdings S.à r.l.	141606	Stackpole International, S.à r.l.	141605
Altice Pool S.à r.l.	141607	Stili S.A.	141609
Anvilux 2 S.à r.l.	141608	Tamagro Sàrl	141610
ArclIndustrial European Developments S.à r.l.	141614	Target, S.à r.l.	141609
ArclIndustrial France Developments I S.à r.l.	141613	The Real Property Management S.A. ...	141609
Artland S.A.	141614	TKS Holding S.à r.l.	141610
Descoda S.A.	141602	Transmontana-Constructions S.à r.l. ...	141610
Dexia Money Market	141602	Transport Wartungs und Service AG ...	141604
Fontauto International S.A.	141602	Unilink Contractors Corporation S.A. ..	141648
Fürlehre S.à r.l.	141602	Vagolux	141608
Henderson Management S.A.	141624	Vakanz-Express S.A.	141606
Joh. A. Benckiser s.à.r.l.	141615	VAM Advisory S.A.	141606
Maunaloa Investment SA	141644	Vasterudd S.A.	141606
Middlegate Europe Luxembourg S.à r.l.	141636	Vetedy Luxembourg S.A.	141608
Noalin Investments S.à r.l.	141604	Vetedy s.à r.l.	141608
Northring S.A.	141604	VIPdent GmbH	141608
Orifer S.A.	141604	Vlim Invest S.A.	141606
OT Luxco 3 & Cy S.C.A.	141604	Vlim Invest S.A.	141609
Ottofin S.A.	141603	Werimmo-Luxembourg S.A.	141612
Oxymore S.A.	141603	Worldwide Business Solutions S.A.	141612
Parkwood (Cologne) S.à r.l.	141603	Xenilux SA	141607
Parkwood (Hamburg) S.à r.l.	141603	Xiamen Granda Import and Export S.A.- SPF	141605
Permotio International Learning S.à r.l.	141603	Xstrata Finance (Luxembourg) S.à.r.l. ..	141612
Primeur Invest II S.à r.l.	141648	Zeta Funds	141612

Fontauto International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 160.674.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 18 Octobre 2013.

Référence de publication: 2013146729/10.

(130179120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Fürlehre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1811 Luxembourg, 3, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 50.054.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 18/10/2013.

Référence de publication: 2013146736/10.

(130178963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Dexia Money Market, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 26.803.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146655/10.

(130179571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Descoda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 115.002.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146647/10.

(130179294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

P.S.M. Investment S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 36.307.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 8 octobre 2013

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Le nombre des administrateurs a diminué de 4 (quatre) à 3 (trois).

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour P.S.M. INVESTMENT S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013146952/14.

(130179587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Signature.

Parkwood (Cologne) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 125.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2013146953/11.

(130178891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Parkwood (Hamburg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 125.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2013146954/11.

(130178889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Ottofin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 117.579.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
OTTOFIN S.A.

Référence de publication: 2013146947/11.

(130179111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Permotio International Learning S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 180.104.

Les statuts coordonnés au 11 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2013146956/11.

(130179651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Oxymore S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.400.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 94.490.

Les comptes annuels de Oxymore S.A. B 94.490 au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013146948/10.

(130179309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Northring S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 82.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 18/10/2013.

Référence de publication: 2013146927/10.

(130178961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Noalin Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 173.545.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146921/11.

(130179100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Orifer S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.200.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 90.622.

Les comptes annuels de Orifer S.A. B 90.622 au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013146937/10.

(130178907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

OT Luxco 3 & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 162.949.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146941/10.

(130178902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Transport Wartungs und Service AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 10.928.

Dépôt rectificatif du dépôt n° L130176364 du 14/10/2013.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Le Mandataire

Référence de publication: 2013147081/13.

(130179556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Stackpole International, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 538.446,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.412.

Suite à un acte de transfert de parts sociales en date du 10 octobre 2013 entre Stackpole International Global Holding Co. S.A. en qualité de cédant (le «Cédant») et Stackpole International Intermediate Co. S.A., une société anonyme ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 180689, en qualité de cessionnaire (le «Cessionnaire»), le Cédant a cédé au Cessionnaire toutes les parts sociales qu'il détenait dans la Société avec effet à compter du 10 octobre 2013.

Par conséquent, Stackpole International Intermediate Co. S.A. devient l'associé unique de la Société à compter du 10 octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stackpole International, S.à r.l.

Fabrice Rota

Gérant B

Référence de publication: 2013147030/19.

(130179633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Spin Master Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.942.

Je soussignée, Timea Orosz, résidant professionnellement au 16 Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, par la présente démission de mon mandat de gérante de votre société, Spin Master Europe Holdings S.à r.l., (RCSL numéro B 154942) avec effet immédiat.

Luxembourg, le 12 juin 2013.

Timea Orosz.

Référence de publication: 2013147028/11.

(130179149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Smart Materials Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 172.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Smart Materials Luxembourg S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013147023/11.

(130179323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Xiamen Granda Import and Export S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 145.982.

Les statuts coordonnés au 16/10/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21/10/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013147125/13.

(130179409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Vasterudd S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 122.783.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147107/9.

(130179619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

VAM Advisory S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 107.143.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VPB Finance S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013147106/11.

(130179295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Vakanz-Express S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6450 Echternach, 27, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 88.477.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147105/9.

(130179223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Vlim Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 152.319.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VLIM INVEST S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013147113/12.

(130179449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Altice Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 174.906.

La convention de domiciliation conclue entre ALTICE HOLDINGS S.à r.l, société à responsabilité immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174906 et l'agent domiciliaire, CENTRALIS S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113474, a été résiliée avec effet au 9 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRALIS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013147153/13.

(130180508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Altice Pool S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 174.904.

La convention de domiciliation conclue entre ALTICE POOL S.à r.l., société à responsabilité limitée immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174904 et l'agent domiciliataire, CENTRALIS S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 8-10, Avenue de la Gare, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113474, a été résiliée avec effet au 9 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRALIS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013147154/14.

(130180509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Albert & Partner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 7, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 159.262.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147146/9.

(130180154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Algeco/Scotsman Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 246.781.301,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 132.028.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jan Willem Overheul

Gérant de classe B

Référence de publication: 2013147147/12.

(130180352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

A. ENSCH-HERZIG société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3225 Bettembourg, 12, Zone Industrielle Wolser 2.
R.C.S. Luxembourg B 13.119.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147143/9.

(130180541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Xenilux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.
R.C.S. Luxembourg B 52.305.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 04 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147123/10.

(130179202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Vagolux, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 143.341.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147104/9.

(130179350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Vetedy s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8410 Steinfort, 39, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 69.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 18/10/2013.

Référence de publication: 2013147109/10.

(130178967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Vetedy Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8410 Steinfort, 39, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 73.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 18/10/2013.

Référence de publication: 2013147110/10.

(130178966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

VIPdent GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 87, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 96.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VIPdent GmbH

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013147112/11.

(130179087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Anvilux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 172.429.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013147156/14.

(130179859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

T.R.P.M., The Real Property Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 46.847.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147085/9.

(130179290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Stili S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 93.470.

Les comptes annuels au 31 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013147068/10.

(130178916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Target, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schifflange, 29, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 137.094.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 11 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147083/10.

(130179180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Schmitz Creation in Pelz und Leder A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 26, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 44.700.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147044/9.

(130179650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Vlim Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 152.319.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 7 juin 2013

- La cooptation de Monsieur Christian MOGNOL, employé privé, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Alex PHAM, démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Fait à Luxembourg, le 7 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

VLIM INVEST S.A.

Signatures

Administrateur /Administrateur

Référence de publication: 2013147114/16.

(130179457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Seniorenresidenz Mäerzeg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 147.588.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147049/9.

(130179616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Tamagro Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 46, rue Pierre Krier.

R.C.S. Luxembourg B 148.964.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147082/9.

(130179675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

TKS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 166.377.

Der Jahresabschluß zum 31. Dezember 2012 hat zum Gesellschafts- und Handelsregister Luxemburg abgesagt worden.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

In TKS Holding S.à r.l. Auftrag
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013147087/11.

(130179683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Transmontana-Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4716 Pétange, 39, rue Bommert.

R.C.S. Luxembourg B 125.228.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013147091/10.

(130179392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

A-Liss S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 146.325.

Moi soussigné, Mr. Sébastien François, demeurant au 1, rue du Chanoine Muel, F-54400 Longwy déclare par la présente que les parts sociales de la société A-LISS S.à R.L ont été transférées en date du 7 octobre de la manière suivante:

- La société WILBARKS MANAGEMENT CORP. ayant son siège social au 53 E, MMG Tower Piso, 16, Urbanizacion Marbella, Panama-City a transféré 34 parts sociales à Mr. Sébastien François, demeurant au 1, rue du Chanoine Muel, F-54400 Longwy,

Fait à Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Sébastien FRANCOIS

Gérant

Référence de publication: 2013147144/15.

(130180199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Altice Africa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 150.942.

La convention de domiciliation conclue entre ALTICE AFRICA S.à r.l., société à responsabilité limitée immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150942 et l'agent domiciliaire, CENTRALIS S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113474, a été résiliée avec effet au 9 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRALIS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013147174/13.

(130180512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

AIM SOFTWARE Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10A-10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 146.512.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147168/9.

(130179969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Altice B2B Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.466.

La convention de domiciliation conclue entre ALTICE B2B LUX HOLDING S.à r.l., société à responsabilité limitée immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158466 et l'agent domiciliaire, CENTRALIS S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113474, a été résiliée avec effet au 30 juin 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRALIS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013147175/15.

(130180506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Quinta da Murteira S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 146.483.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'associé unique décidées le 16 août 2013

L'associé unique:

- Révoque, avec effet immédiat, le mandat d'administrateur unique de M. Jean Naveaux,
- Appelle aux fonctions d'administrateur unique Monsieur Olivier Praet, né le 21 octobre 1973 à Uccle (Belgique) et domicilié à L-2233 Luxembourg, 35 rue Auguste Neyen,
- Le mandat du nouvel administrateur unique prend effet immédiatement pour se terminer après l'assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Pour extrait conforme

O. PRAET

Référence de publication: 2013147140/17.

(130179630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Worldwide Business Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 109.540.

wir erklären hiermit mit sofortiger Wirkung unseren Rücktritt als Commissaire aux Comptes der Gesellschaft.

Luxembourg, den 15. Oktober 2013.

Lighthouse Services S.à r.l.
Kristian Groke

Référence de publication: 2013147120/11.

(130179033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Zeta Funds, Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 118.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147127/9.

(130179185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Werimmo-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 31.947.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013147121/10.

(130178945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Xstrata Finance (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.700.000,00.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 104.650.

L'actionnaire Xstrata (Schweiz) AG a comme nouvelle adresse Baaremattstrasse 3, 6341 Baar, Suisse.

Luxembourg, le 20 octobre 2013.

Pour extrait conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2013147122/12.

(130179175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Société Luxembourgeoise de Téléphonie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 1, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 4.229.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Société Luxembourgeoise de Téléphonie
Société anonyme
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013147025/12.

(130179361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

ArIndustrial France Developments I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.783.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 112.938.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique prise en date du 15 octobre 2013 que:

Mr. George Elling AASE, résidant professionnellement au Lindenstrasse 45, 8802 Kilchberg, Suisse, né le 8 Novembre 1962 à Kilchberg, Suisse, a été nommé gérant de catégorie B de la société pour une durée indéterminée avec effet au 15 octobre 2013.

Mr. Martin KONECNY, résidant professionnellement au Nepilova 903/1, Prague 9, 190 00 République Tchèque, né le 22 Octobre 1968 à Prague, République Tchèque, a été nommé gérant de catégorie B de la société pour une durée indéterminée avec effet au 15 octobre 2013.

Mrs. Monika KRAUSOVA, résidant professionnellement au Kodymova 2535/16, Prague 5, 158 00 République Tchèque, née le 19 Mars 1978 à Cesky Brod, République Tchèque, a été nommé gérant de catégorie B de la société pour une durée indéterminée avec effet au 15 octobre 2013.

Mr Mohammed CHOWDHURY, résidant professionnellement au Villa15, Gate 30, Avenue 35, BRN - Janabiya 561, Bahreïn, a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 15 octobre 2013.

Mr Lee HAUSMAN, résidant professionnellement au 6C Rue Gabriel Lippmann L5365 Munsbach a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 15 octobre 2013.

Mr Jamal DUTHEIL, résidant professionnellement au 6C Rue Gabriel Lippmann L5365 Munsbach a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 15 octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 21 octobre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013146465/29.

(130179691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Alesya S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 4, rue Joseph Junck.

R.C.S. Luxembourg B 140.197.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire de la société ALESYA S.A.R.L. en date du 15 octobre 2013 à 15h00

L'Assemblée dûment constituée et représentée a pris la décision suivante:

1. Démission en qualité de gérant technique en date du 15/10/2013 de Alessandro PANZONE demeurant à L-1133 Luxembourg; 21 rue des Ardennes

2. Démission en qualité de gérante administrative en date du 15/10/2013 de Alesya GRICHKO, demeurant à L-1133 Luxembourg; 21 rue des Ardennes

3. Nomination en qualité de gérant en date du 15/10/2013 de Hervé LEMARQUIS, demeurant à L-2230 Luxembourg; 54 rue Fort Neipperg.

4. Nomination en qualité de gérante en date du 15/10/2013 de Volha ANDREYEVA, demeurant à L-2561 Luxembourg; 11 rue de Strasbourg.

5. La société sera valablement engagée par la signature individuelle d'un des deux gérants.

6. L'Assemblée décide d'accepter le transfert du siège social de la société ALESYA s.à.r.l. de L-1463 Luxembourg; 35 rue du Fort Elisabeth à l'adresse L-1839 Luxembourg; 4 rue Joseph Junck

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

ALESYA SARL

Représenté par Hervé LEMARQUIS / Volha ANDREYEVA

Gérant / Gérante

Référence de publication: 2013146454/25.

(130179178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

ArIndustrial European Developments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 108.212.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique prise en date du 15 octobre 2013 que:

Mr. George Elling AASE, résidant professionnellement au Lindenstrasse 45, 8802 Kilchberg, Suisse, né le 8 Novembre 1962 à Kilchberg, Suisse, a été nommé gérant de catégorie B de la société pour une durée indéterminée avec effet au 15 octobre 2013.

Mr. Ian Peter WORBOYS, résidant professionnellement au Dr. Zilkumunda Wintra 19, 160 00 Prague 6-Bubeneč, République Tchèque, né le 6 juillet 1958 à Redhill, Royaume-Uni, a été nommé gérant de catégorie B de la société pour une durée indéterminée avec effet au 15 octobre 2013.

Mr Mohammed CHOWDHURY, résidant professionnellement au Villa15, Gate 30, Avenue 35, BRN - Janabiya 561, Bahreïn, a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 15 octobre 2013.

Mr Lee HAUSMAN, résidant professionnellement au 6C Rue Gabriel Lippmann L5365 Munsbach a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 15 octobre 2013.

Mr Jamal DUTHEIL, résidant professionnellement au 6C Rue Gabriel Lippmann L5365 Munsbach a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 15 octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 21 octobre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013146464/26.

(130179688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Artland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 64, Hiehl.
R.C.S. Luxembourg B 158.030.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18 juillet 2013 que le Conseil d'Administration se compose dorénavant comme suit:

1. Mme Liette Gales, demeurant professionnellement au no. 296, rue de Neudorf, L-2222 Luxembourg.
2. M. Albert Görden, demeurant au no. 38A, Moselstrasse, D-66693 Mettlach-Orscholz.
3. M. Louis Wagner, demeurant au no. 10, rue de la Source, L-5332 Moutfort.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2015.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 18 juillet 2013 que

1. M. Louis Wagner, administrateur, a été appelé à la fonction de délégué à la gestion journalière de la société, avec pouvoir de signature individuelle (à l'exclusion de tout acte ressortant du département démolition-construction-génie civil).

2. M. Albert Görden, administrateur, a été appelé à la fonction de délégué à la gestion journalière de la société, responsable du département démolition-construction-génie civil'.

Pour tous actes ressortant du domaine du département démolition-construction-génie civil la société sera engagée comme suit:

- par la signature conjointe de deux administrateurs dont l'un doit être obligatoirement M. Albert Görden ou
- par la seule signature du délégué à la gestion journalière, M. Albert Görden.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wormeldange, le 18 juillet 2013.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013146493/28.

(130179402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Joh. A. Benckiser s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.372.772,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 164.586.

In the year two thousand and thirteen, on the fourth of October,

before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Joh. A. Benckiser s.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of notary Maître Elvinger dated 8 November 2011, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the RCS) under number B 164.586 and having a share capital amounting to USD 6,370,252.- (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended most recently on 15 July 2013 pursuant to a deed of Maître Elvinger published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 13 September 2013 under number 2255.

THERE APPEARED

Parentes Holding SE (previous company name: Joh. A. Benckiser SE), a company incorporated under the laws of Austria, having its registered office at Rooseveltplatz 4-5/Top 10, A-1090 Vienna, Austria, registered with the Commercial Court of Vienna, under number FN 288590 y,

Dr Renate Reimann-Haas, with professional address at Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090, Vienna, Austria,

HFS s.à r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.525,

Bansk s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.349,

Platin Investments s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg registered with the RCS under number B 165.345,

1998 Grat s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.604,

AC Revocable Trust s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 165.629,

Jorina s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.858,

F.A.M.P.A. s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.864,

Aliyah s.a r.l., a private limited liability company organized and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 169.857,

Markus Hopmann, with professional address at Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090, Vienna, Austria,

Joachim Creus, with professional address at 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg,

- each individually a "Shareholder" or jointly the "Shareholders" - Parentes Holding SE hereby represented by Sara LECOMTE, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal;

Platin Investments s.a r.l., hereby represented by Marie-Paule DEPARIS, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal;

Aliyah s.a r.l., hereby represented by Marie-Paule DEPARIS with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal;

Markus Hopmann, hereby represented by Marie-Paule DEPARIS, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal; and

Dr Renate Reimann-Haas, HFS s.a r.l., Bansk s.a r.l., 1998 Grat s.a r.l., AC Revocable Trust s.a r.l., Jorina s.a r.l., F.A.M.P.A. s.a r.l. and Joachim Creus each hereby represented by Mrs Marie-Paule DEPARIS, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholders acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. That the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. increase of the share capital of the Company by an amount of two thousand five hundred twenty United States dollars (USD 2,520.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of six million three hundred seventy thousand two hundred fifty-two United States dollars (USD 6,370,252.-) to six million three hundred seventy-two thousand seven hundred seventy-two United States dollars (USD 6,372,772.-) by way of the issuance of two thousand five hundred twenty (2,520) new shares, having a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each (the Share Capital Increase);

2. subscription for and payment of the share capital increase specified under item 1 above by several contributions in cash and one contribution in kind;

3. amendment and restatement of Article 5.1 of the Articles such that it shall read as follows:

The share capital is set at six million three hundred seventy-two thousand seven hundred seventy-two United States dollars (USD 6,372,772) represented by six million three hundred seventy-two thousand seven hundred seventy-two (6,372,772) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, divided in several classes as follows: five million three hundred forty-two thousand two hundred (5,342,200) class A ordinary shares (the Class A Ordinary Shares), one hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-three (133,333) class B1 ordinary shares (the Class B1 Ordinary Shares), sixty-three thousand two hundred ninety-seven (63,297) class B2 ordinary shares (the Class B2 Ordinary Shares), one hundred twenty thousand (120,000) class BN ordinary shares (the Class BN Ordinary Shares), fifteen thousand (15,000) class B3 ordinary shares (the Class B3 Ordinary Shares), five thousand (5,000) class B4 ordinary shares (the Class B4 Ordinary Shares), five thousand (5,000) class B5 ordinary shares (the Class B5 Ordinary Shares), eight thousand seventy-seven (8,077) class B6 ordinary shares (the Class B6 Ordinary Shares), five thousand two hundred (5,200) class B7 ordinary shares (the Class B7 Ordinary Shares), five thousand (5,000) class B8 ordinary shares (the Class B8 Ordinary Shares), four thousand (4,000) class B9 ordinary shares (the Class B9 Ordinary Shares; the Class B1 Ordinary Shares, the Class B2 Ordinary Shares, the Class BN Ordinary Shares, the Class B3 Ordinary Shares, the Class B4 Ordinary Shares, the Class B5 Ordinary Shares, the Class B6 Ordinary Shares, the Class B7 Ordinary Shares, the Class B8 Ordinary Shares and the Class B9 Ordinary Shares are collectively referred to as the Class B Ordinary Shares; the Class A Ordinary Shares and the Class B Ordinary Shares are collectively referred to as the Ordinary Shares), one hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-three (133,333) special 1 shares (S1 Shares) and five hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-two (533,332) special 2 shares (the S2 Shares, the S1 Shares and the S2 Shares are collectively referred to as the Special Shares). The rights attached to each category of shares are further defined in these Articles. One Class S1 Share and one Class S2 Share together carry the rights of one Ordinary Share subject to the limitations set forth in Articles 17.2, 18.1, 18.2, 20.3 and 20.4.

4. amendment and restatement of Article 19.3 of the Articles such that it shall read as follows:

To the extent a shareholder or an ultimate shareholder of a shareholder, as the case may be, is subject to pass-through income taxation on profits of the Company or its subsidiaries allocated to him/her by the relevant tax authorities and such taxable income allocations for any year exceed the amount of cash distributed to such shareholder in such year, that shareholder shall be entitled to an additional distribution (each such distribution: a "Tax Distribution") in the amount of his, her, its or its ultimate shareholder's tax liability attributable to such excess taxable income allocation. Tax Distributions shall be made once a year only, together with the regular distribution pursuant to Section 19.1 and Section 19.2 for that year. To the extent that any tax liability attributable to taxable income allocation becomes due and payable prior to the date of the regular distribution, the Company shall make an advance payment on the future Tax Distribution to the relevant shareholder (each one: a "TD Advance"). The amount of the TD Advance shall be equal to the estimated or projected tax liability attributable to the amount by which the taxable income allocation for the respective time period exceeds the corresponding portion (on a pro-rata-temporis basis) of the regular distribution in that year to which that shareholder is entitled pursuant to Section 19.1 and Section 19.2; if the taxable income allocation is less than the corresponding portion of the regular distribution, the difference shall be carried forward. Any TD Advances shall be repaid by way of set-off against such shareholder's payment claim resulting from the following Tax Distribution and/or any other distribution. Any Tax Distributions and any TD Advances shall be allocated proportionately to the shares in the Company which the recipient of these payments was holding at the date of receipt. If any such share is transferred later on, the respective fractional amount of Tax Distributions and TD Advances so allocated shall transfer automatically with that share. For purposes of calculating the net asset value of the Company (whether in connection with the issue of shares or in connection with redemption of shares) and for the determination of the proceeds of liquidation available for distribution the amount of all such Tax Distributions and of any outstanding TD Advances shall be added to the net asset value of the Company as if it were a loan to the holder of the shares to which the relevant Tax Distributions or TD Advances are allocated. The aggregate amount of the Tax Distributions, and of any outstanding TD Advances, allocated to a share shall be regarded as a prepayment of the share in the liquidation proceeds and accordingly shall reduce the amount the holder of the shares concerned receives in the liquidation.

5. amendment and restatement of article 5.2 of the Articles such that it shall read as follows:

Contributions to the share premium and special equity reserve account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares and shall not be attached to the share(s) to which each such contribution relates, unless, and for as long as, expressly provided otherwise by the shareholders.

it being further resolved that any and all amounts currently allocated to the share premium account and/or special equity reserve account of the Company shall no longer be considered as being attached to the share(s) issued upon the making of such contribution (in the case of a contribution to the share premium account) or the shares of the shareholder making such contribution (in the case of a contribution to the special equity reserve account);

6. amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to (i) register, in the name and on behalf of the Company, the newly issued shares in the register of shareholders of the Company, and (ii) complete any formalities in connection with the Share Capital Increase (including, for the avoidance of doubt, the signing of the said registers); and

7. miscellaneous.

III. That the Shareholders have taken the following resolutions.'

First resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of two thousand five hundred twenty United States dollars (USD 2,520.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of six million three hundred seventy thousand two hundred fifty-two United States dollars (USD 6,370,252.-) to six million three hundred seventy-two thousand seven hundred seventy-two United States dollars (USD 6,372,772.-) by way of the issuance of two thousand five hundred twenty (2,520) new shares, having a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each (the Share Capital Increase).

Second resolution

The Shareholders resolve to accept and record the following subscription for and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

At this point in time, Platin Investments s.a r.l., represented by Mrs Marie-Paule DEPARIS, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for one thousand (2,000) new class B9 Ordinary Shares such shares to be fully paid up by a payment of one million five hundred sixty-six thousand United States dollars (USD 1,566,000.-) in cash and a contribution in kind in the amount of one million four hundred United States dollars (USD 1,400,000.-).

The contribution in cash to the Company made by Platin Investments s.à r.l. shall be allocated as follows:

- an amount of two thousand United States dollars (USD 2,000.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of one million five hundred sixty-four thousand United States dollars (USD 1,564,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The contribution in kind shall be allocated to the share premium account of the Company. The valuation of the contribution in kind is evidenced by *inter alia*, a certificate issued on the date of this deed by the management of Platin Investments s.à r.l. acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate by Platin).

The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of two million nine hundred sixty-six thousand United States dollars (USD 2,966,000.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

At this point in time, Aliyah s.à r.l., represented by Mrs Marie-Paule DEPARIS, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for three hundred twenty (320) new class B6 Ordinary Shares such shares to be fully paid up by a payment of four hundred thousand United States dollars (USD 400,000.-) in cash and a contribution in kind in the amount of seventy-four thousand five hundred sixty United States dollars (USD 74,560.-).

The contribution in cash to the Company made by Aliyah s.à r.l. shall be allocated as follows:

- an amount of three hundred twenty United States dollars (USD 320.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of three hundred ninety-nine thousand six hundred eighty United States dollars (USD 399,680.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The contribution in kind shall be allocated to the share premium account of the Company. The valuation of the contribution in kind is evidenced by *inter alia*, a certificate issued on the date of this deed by the management of Aliyah s.à r.l. acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate by Aliyah, together with the Certificate by Platin, the Certificates).

The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of four hundred seventy-four thousand five hundred sixty United States dollars (USD 474,560.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

At this point in time, Markus Hopmann, represented by Mrs Marie-Paule DEPARIS, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

the said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration,

intervenes and declares to subscribe for two hundred (200) new class B7 Ordinary Shares such shares to be fully paid up each by a payment of two hundred ninety-six thousand six hundred United States dollars (USD 296,600.-) in cash.

The contribution in cash to the Company made by Markus Hopmann shall be allocated as follows:

- an amount of two hundred United States dollars (USD 200.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of two hundred ninety-six thousand four hundred United States dollars (USD 296,400.-) is allocated to the share premium account of the Company.

The amount allocated to the share premium account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares.

The aggregate amount of two hundred ninety-six thousand six hundred United States dollars (USD 296,600.-) in cash is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

The aggregate of the contribution in kind is evidenced by the Certificates which, after signature *ne varietur* by the proxyholders of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Third resolution

The Shareholders resolve to amend and restate Article 5.1 of the Articles such that it shall read as follows:

The share capital is set at six million three hundred seventy-two thousand seven hundred seventy-two United States dollars (USD 6,372,772) represented by six million three hundred seventy-two thousand seven hundred seventy-two (6,372,772) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, divided in several classes as follows: five million three hundred forty-two thousand two hundred (5,342,200) class A ordinary shares (the Class A Ordinary Shares), one hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-three (133,333) class B1 ordinary shares (the Class B1 Ordinary Shares), sixty-three thousand two hundred ninety-seven (63,297) class B2 ordinary shares (the Class B2 Ordinary Shares), one hundred twenty thousand (120,000) class BN ordinary shares (the Class BN Ordinary Shares), fifteen thousand (15,000) class B3 ordinary shares (the Class B3 Ordinary Shares), five thousand (5,000) class B4 ordinary shares (the Class B4 Ordinary Shares), five thousand (5,000) class B5 ordinary shares (the Class B5 Ordinary Shares), eight thousand seventy-seven (8,077) class B6 ordinary shares (the Class B6 Ordinary Shares), five thousand two hundred (5,200) class B7 ordinary shares (the Class B7 Ordinary Shares), five thousand (5,000) class B8 ordinary shares (the Class B8 Ordinary Shares), four thousand (4,000) class B9 ordinary shares (the Class B9 Ordinary Shares; the Class B1 Ordinary Shares, the Class B2 Ordinary Shares, the Class BN Ordinary Shares, the Class B3 Ordinary Shares, the Class B4 Ordinary Shares, the Class B5 Ordinary Shares, the Class B6 Ordinary Shares, the Class B7 Ordinary Shares, the Class B8 Ordinary Shares and the Class B9 Ordinary Shares are collectively referred to as the Class B Ordinary Shares; the Class A Ordinary Shares and the Class B Ordinary Shares are collectively referred to as the Ordinary Shares), one hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-three (133,333) special 1 shares (S1 Shares) and five hundred thirty-three thousand three hundred and thirty-two (533,332) special 2 shares (the S2 Shares, the S1 Shares and the S2 Shares are collectively referred to as the Special Shares). The rights attached to each category of shares are further defined in these Articles. One Class S1 Share and one Class S2 Share together carry the rights of one Ordinary Share subject to the limitations set forth in Articles 17.2, 18.1, 18.2, 20.3 and 20.4.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to amend and restate Article 19.3 of the Articles such that it shall read as follows:

To the extent a shareholder or an ultimate shareholder of a shareholder, as the case may be, is subject to pass-through income taxation on profits of the Company or its subsidiaries allocated to him/her by the relevant tax authorities and such taxable income allocations for any year exceed the amount of cash distributed to such shareholder in such year, that shareholder shall be entitled to an additional distribution (each such distribution: a "Tax Distribution") in the amount of his, her, its or its ultimate shareholder's tax liability attributable to such excess taxable income allocation. Tax Distributions shall be made once a year only, together with the regular distribution pursuant to Section 19.1 and Section 19.2 for that year. To the extent that any tax liability attributable to taxable income allocation becomes due and payable prior to the date of the regular distribution, the Company shall make an advance payment on the future Tax Distribution to the relevant shareholder (each one: a "TD Advance"). The amount of the TD Advance shall be equal to the estimated or projected tax liability attributable to the amount by which the taxable income allocation for the respective time period exceeds the corresponding portion (on a pro-rata-temporis basis) of the regular distribution in that year to which that shareholder is entitled pursuant to Section 19.1 and Section 19.2; if the taxable income allocation is less than the cor-

responding portion of the regular distribution, the difference shall be carried forward. Any TD Advances shall be repaid by way of set-off against such shareholder's payment claim resulting from the following Tax Distribution and/or any other distribution. Any Tax Distributions and any TD Advances shall be allocated proportionately to the shares in the Company which the recipient of these payments was holding at the date of receipt. If any such share is transferred later on, the respective fractional amount of Tax Distributions and TD Advances so allocated shall transfer automatically with that share. For purposes of calculating the net asset value of the Company (whether in connection with the issue of shares or in connection with redemption of shares) and for the determination of the proceeds of liquidation available for distribution the amount of all such Tax Distributions and of any outstanding TD Advances shall be added to the net asset value of the Company as if it were a loan to the holder of the shares to which the relevant Tax Distributions or TD Advances are allocated. The aggregate amount of the Tax Distributions, and of any outstanding TD Advances, allocated to a share shall be regarded as a prepayment of the recipient's share in the liquidation proceeds and accordingly shall reduce the amount the holder of the shares concerned receives in the liquidation.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to amend and restate Article 5.2 of the Articles such that it shall read as follows:

Contributions to the share premium and special equity reserve account of the Company shall form a pool evenly spread over all shares and shall not be attached to the share(s) to which each such contribution relates, unless, and for as long as, expressly provided otherwise by the shareholders.

The Shareholders further resolve that any and all amounts currently allocated to the share premium account and/or special equity reserve account of the Company shall no longer be considered as being attached to the share(s) issued upon the making of such contribution (in the case of a contribution to the share premium account) or the shares of the shareholder making such contribution (in the case of a contribution to the special equity reserve account).

Sixth resolution

The Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to (i) register, in the name and on behalf of the Company, the newly issued shares in the register of shareholders of the Company, and (ii) complete any formalities in connection with the Share Capital Increase (including, for the avoidance of doubt, the signing of the said registers).

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately three thousand euros (EUR 3,000.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, the proxyholders of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed. The meeting was closed at 10.30 a.m.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahr zweitausenddreizehn fand am 4. Oktober vor Maître Joseph Elvinger, Notar in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

eine außerordentliche Hauptversammlung (die Versammlung) der Gesellschafter der Joh. A. Benckiser s.à r.l. statt, einer privaten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß einer Urkunde des Notars Maître Elvinger vom 8. November 2011, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 164.586, mit einem Stammkapital von 6.370.252,- USD (die Gesellschaft). Die Satzung der Gesellschaft (die Satzung) wurde erst kürzlich am 15. Juli 2013 durch eine Urkunde von Maître Elvinger, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 13 September 2013 unter Nummer 2255 geändert.

ES ERSCHIENEN

Parentes Holding SE (vormaliger Firmenname: Joh. A. Benckiser SE), eine Gesellschaft nach österreichischem Recht, mit Gesellschaftssitz in Rooseveltplatz 4-5/Top 10, A-1090 Wien, Österreich, eingetragen beim Handelsgericht Wien unter der Nummer FN 288590 y,

Dr. Renate Reimann-Haas mit Geschäftsadresse in Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090 Wien, Österreich,

HFS s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.525,

Bansk s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.349,

Platin Investments s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.345,

1998 Grat s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.604,

AC Revocable Trust s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.629,

Jorina s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.858,

F.A.M.P.A. s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.864,

Aliyah s.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende private Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in 26 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 169.857,

Markus Hopmann, mit Geschäftsadresse in Rooseveltplatz 4-5 TOP 10, A-1090, Wien, Österreich,

Joachim Creus, mit Geschäftsadresse in 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxemburg,

- jeder einzeln ein „Gesellschafter“ oder gemeinsam die „Gesellschafter“ -. Parentes Holding SE, hier vertreten durch Sara LECOMTE, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmacht;

Platin Investments s.à r.l., hier vertreten durch Marie-Paule DEPARIS, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmacht;

Aliyah s.à r.l., hier vertreten durch Marie-Paule DEPARIS, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmacht;

Markus Hopmann, hier vertreten durch Marie-Paule DEPARIS, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmacht; und

Dr. Renate Reimann-Haas, HFS s.à r.l., Bansk s.à r.l., 1998 Grat s.à r.l., AC Revocable Trust s.à r.l., Jorina s.à r.l., F.A.M.P.A. s.à r.l. und Joachim Creus jeweils vertreten durch Marie-Paule DEPARIS mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmachten.

Besagte Vollmachten, welche von den Stellvertretern, handelnd für die erschienenen Parteien, und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichnenden Notar um Inkraftsetzung des Folgenden ersucht:

- I. Dass die Gesellschafter alle Geschäftsanteile des Stammkapitals der Gesellschaft halten;
- II. Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

1. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von zweitausendfünfhundertzwanzig US-Dollar (2.520,-- USD), um das Stammkapital der Gesellschaft von seiner gegenwärtigen Höhe von sechs Millionen dreihundert-siebzigttausendzweihundertzweiundfünfzig (6.370.252,--USD) auf sechs Millionen dreihundertzweiundsiebzigttausendsiebenhundertzweiundsiebzig US-Dollar (6.372.772,-- USD) anzuheben, durch Ausgabe von zweitausendfünfhundertzwanzig (2.520) neuen Geschäftsanteilen im Nennwert von je einem US-Dollar (1,-- USD) (die Erhöhung des Stammkapitals);

2. Zeichnung und Einzahlung der im vorstehenden Punkt 1 angegebenen Erhöhung des Stammkapitals durch eine mehrere Bareinlagen und eine Sacheinlage;

3. Änderung und Neufassung von Artikel 5.1 der Satzung, so dass dieser wie folgt lautet:

Das Stammkapital wird auf sechs Millionen dreihundertzweiundsiebzigttausendsiebenhundertzweiundsiebzig US-Dollar (6.372.772 USD) festgesetzt, repräsentiert durch sechs Millionen dreihundertzweiundsiebzigttausendsiebenhundertzweiundsiebzig (6.372.772) Anteile in Form von Namensanteilen im Nennwert von je einem US-Dollar (1,-- USD), unterteilt in mehrere Klassen wie folgt: fünf Millionen dreihundertzweiundvierzigtausendzweihundert (5.342.200) Stammanteile Klasse A (die Stammanteile Klasse A), einhundertdreißigtausenddreihundertdreißig (133.333) Stammanteile Klasse B1 (die Stammanteile Klasse B1), dreiundsechzigtausendzweihundertsiebenundneunzig (63.297) Stammanteile Klasse B2 (die Stammanteile Klasse B2), einhundertzwanzigtausend (120.000) Stammanteile Klasse BN (die Stammanteile

Klasse BN), fünfzehntausend (15.000) Stammanteile Klasse B3 (die Stammanteile Klasse B3), fünftausend (5.000) Stammanteile Klasse B4 (die Stammanteile Klasse B4), fünftausend (5.000) Stammanteile Klasse B5 (die Stammanteile Klasse B5), achttausendsiebenundsiebzig (8.077) Stammanteile Klasse B6 (die Stammanteile Klasse B6), fünftausendzweihundert (5.200) Stammanteile Klasse B7 (die Stammanteile Klasse B7), fünftausend (5.000) Stammanteile Klasse B8 (die Stammanteile Klasse B8), viertausend (4.000) Stammanteile Klasse B9 (die Stammanteile Klasse B9); die Stammanteile Klasse B1, die Stammanteile Klasse B2, die Stammanteile Klasse BN, die Stammanteile Klasse B3, die Stammanteile Klasse B4, die Stammanteile Klasse B5, die Stammanteile Klasse B6, die Stammanteile Klasse B7, die Stammanteile Klasse B8 und die Stammanteile Klasse B9 werden zusammen als Stammanteile Klasse B bezeichnet; die Stammanteile Klasse A und die Stammanteile Klasse B werden zusammen als die Stammanteile bezeichnet), einhundertdreiunddreißigtausenddreihundertdreiunddreißig (133.333) Sonderanteile 1 (Anteile S1) und fünfhundertdreiunddreißigtausenddreihundertzweiunddreißig (533.332) Sonderanteile 2 (die Anteile S2; die Anteile S1 und die Anteile S2 werden zusammen als Sonderanteile bezeichnet). Die mit den einzelnen Anteilskategorien verbundenen Rechte werden in dieser Satzung festgelegt. Ein Anteil Klasse S1 und ein Anteil Klasse S2 gemeinsam haben vorbehaltlich der in Artikel 17.2, 18.1, 18.2, 20.3 und 20.4 aufgeführten Beschränkungen die Rechte eines einzigen Stammanteils.

4. Änderung und Neufassung von Artikel 19.3 der Satzung, so dass dieser wie folgt lautet:

Soweit ein Gesellschafter oder gegebenenfalls ein oberster Anteilshalter einer Verlagerung der Steuerlast für Gewinne der Gesellschaft oder ihrer Tochtergesellschaften unterliegt, die ihm von den zuständigen Finanzbehörden zugewiesen werden, und diese Zuweisungen zu versteuernden Einkommens für ein bestimmtes Jahr den Barbetrag übersteigt, der für dieses Jahr an diesen Gesellschafter ausgeschüttet worden war, hat dieser Gesellschafter Anspruch auf eine zusätzliche Ausschüttung (jeweils: eine „steuerbezogene Ausschüttung“) in Höhe seiner oder seines obersten Anteilseigners auf diese überschüssige Zuweisung zu versteuernden Einkommens entfallenden Steuerlast. Die steuerbezogene Ausschüttung findet einmal im Jahr statt, gemeinsam mit der regelmäßigen Ausschüttung nach Artikel 19.1. und Artikel 19.2 für das entsprechende Jahr. Soweit die Steuerschuld aus dem zu versteuernden Einkommen vor dem Zeitpunkt der regelmäßigen Ausschüttung fällig und zahlbar wird, leistet die Gesellschaft eine Vorauszahlung auf die zukünftigen steuerbezogenen Ausschüttungen (jeweils: eine „Vorauszahlung auf steuerbezogene Ausschüttungen“). Die Höhe der Vorauszahlung auf steuerbezogene Ausschüttungen entspricht demjenigen Betrag der geschätzten oder prognostizierten Steuerschuld, um welchen die Zuweisung zu versteuernden Einkommens für den jeweiligen Zeitraum den entsprechenden Anteil (auf einer pro-rata-temporis Basis) an der regelmäßigen Ausschüttung für das betreffende Jahr, auf welchen der Gesellschafter nach Artikel 19.1. und Artikel 19.2 einen Anspruch hat, übersteigt; für den Fall, dass die Zuweisung zu versteuernden Einkommens niedriger ist als der entsprechende Anteil an der regelmäßigen Ausschüttung, wird der Unterschiedsbetrag vorgetragen. Sämtliche Vorauszahlungen auf steuerbezogene Ausschüttungen werden im Wege der Aufrechnung mit Ansprüchen des Gesellschafters auf zukünftige steuerbezogene Ausschüttungen oder sonstige Ausschüttungen zurückgewährt. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Gesellschaft (gleich ob in Verbindung mit der Ausgabe von Anteilen oder in Verbindung mit der Rücknahme von Anteilen) und zur Ermittlung des zur Ausschüttung verfügbaren Liquidationserlöses wird der Betrag dieser gesamten an Gesellschafter vorgenommenen steuerbezogenen Ausschüttungen dem Nettoinventarwert der Gesellschaft so hinzugerechnet, als handele es sich um ein Darlehen an die Empfänger dieser jeweiligen steuerbezogenen Ausschüttungen. Der Gesamtbetrag der steuerbezogenen Ausschüttungen, sowie etwaiger ausstehender Vorauszahlungen auf steuerbezogene Ausschüttungen, die der Gesellschafter erhalten hat, wird als Anzahlung auf den Anteil des Empfängers am Liquidationserlös betrachtet und mindert daher den Betrag, den der Inhaber der betreffenden Anteile bei der Liquidation erhält.

5. Änderung und Neufassung von Artikel 5.2 der Satzung, so dass dieser wie folgt lautet:

Einlagen in das Agiokonto und das Kapitalreserve-Sonderkonto der Gesellschaft bilden einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus und sind nicht mit dem Anteil verbunden, auf den sich die jeweilige Einlage bezieht, sofern und solange nicht durch die Gesellschafter etwas anderes bestimmt ist.

Ferner wird beschlossen, dass sämtliche Beträge, die derzeit noch dem Agiokonto oder dem Kapitalreserve-Sonderkonto der Gesellschaft zugewiesen sind, als nicht mehr verbunden gelten mit demjenigen/denjenigen Anteil(en), welche (r) aufgrund der betreffenden Einlage ausgegeben wurde(n) (im Falle der Einlage in das Agiokonto), bzw. mit denjenigen Anteilen der Gesellschafter, die eine solche Einlage gemacht haben (im Falle der Einlage in das Kapitalreserve-Sonderkonto).

6. Änderung des Gesellschafterverzeichnisses der Gesellschaft zur Berücksichtigung der vorstehenden Änderungen, wobei jedem Manager der Gesellschaft die Befugnis und Vollmacht erteilt wird, jeweils einzeln handelnd, (i) für und im Namen der Gesellschaft die neu ausgegebenen Geschäftsanteile in das Gesellschafterverzeichnis der Gesellschaft einzutragen und (ii) alle Formalitäten in Verbindung mit der Erhöhung des Stammkapitals abzuschließen (zur Vermeidung von Unklarheiten wird festgestellt, dass dazu auch die Unterzeichnung der genannten Verzeichnisse gehört;

7. Verschiedenes

III. Dass die Gesellschafter die nachstehenden Beschlüsse gefasst haben.

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von zweitausendfünfhundertzwanzig US-Dollar (2.520,-- USD), um das Stammkapital der Gesellschaft von seiner gegenwärtigen Höhe von

sechs Millionen dreihundertsiebzigttausendzweihundertzweiundfünfzig (6.370.252,- USD) auf sechs Millionen dreihundertzweiundsiebzigttausendsiebenhundertzweiundsiebzig US-Dollar (6.372.772,- USD) anzuheben, durch Ausgabe von zweitausendfünfhundertzwanzig (2.520) neuen Geschäftsanteilen im Nennwert von je einem US-Dollar (1,- USD) (die Erhöhung des Stammkapitals);

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Annahme und Eintragung der nachstehenden Zeichnung und vollständigen Einzahlung der Erhöhung des Stammkapitals wie folgt:

Zeichnung – Zahlung

Zu diesem Zeitpunkt interveniert die Platin Investments s.à r.l., vertreten durch Marie-Paule DEPARIS mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt,

und erklärt, zweitausend (2.000) neue Stammanteile Klasse B9 durch Einzahlung von einer Million fünfhundertsechszehntausend US-Dollar (1.566.000,- USD) in bar und einer Million vierhunderttausend US-Dollar (1.400.000,- USD) als Sacheinlage zu zeichnen.

Die von der Platin Investments s.à r.l. geleistete Bareinlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von zweitausend US-Dollar (2.000,- USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und
- ein Betrag von einer Million fünfhundertvierundsechszigttausend US-Dollar (1.564.000,- USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen. Die Sacheinlage wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen. Die Bewertung der Sacheinlage ist nachgewiesen, unter anderem, durch ein auf den Tag dieser notariellen Urkunde datiertes Bestätigungsschreiben der Geschäftsführung der Platin Investments s.à r.l., welches von der Geschäftsführung der Gesellschaft zur Kenntnis genommen und gebilligt wurde (das Bestätigungsschreiben Platin).

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von zwei Millionen neunhundertsechszehntausend US-Dollar (2.966.000,- USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Zu diesem Zeitpunkt interveniert die Aliyah s.à r.l., vertreten durch Marie-Paule DEPARIS mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt,

und erklärt, dreihundertzwanzig (320) neue Stammanteile Klasse B6 durch Einzahlung von vierhunderttausend US-Dollar (400.000,- USD) in bar und vierundsiebzigttausendfünfhundertsechzig US-Dollar (74.560,- USD) als Sacheinlage zu zeichnen.

Die von der Aliyah s.à r.l. geleistete Bareinlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von dreihundertzwanzig US-Dollar (320,- USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und
- ein Betrag von dreihundertneunundneunzigtausendsechshundertachtzig US-Dollar (399.680,- USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen. Die Sacheinlage wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen. Die Bewertung der Sacheinlage ist nachgewiesen, unter anderem, durch ein auf den Tag dieser notariellen Urkunde datiertes Bestätigungsschreiben der Geschäftsführung der Aliyah s.à r.l., welches von der Geschäftsführung der Gesellschaft zur Kenntnis genommen und gebilligt wurde (das Bestätigungsschreiben Aliyah, gemeinsam mit dem Bestätigungsschreiben Platin, die Bestätigungsschreiben).

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von vierhundertvierundsiebzigttausendfünfhundertsechzig US-Dollar (474.560,-USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Zu diesem Zeitpunkt interveniert die Markus Hopmann, vertreten durch Marie-Paule DEPARIS mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der privatschriftlichen Rechtsanwaltsvollmacht,

besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt,

und erklärt, zweihundert (200) neue Stammanteile Klasse B7 durch Einzahlung von zweihundertsechszehntausend US-Dollar (296.600,-USD) in bar.

Die von Markus Hopmann geleistete Bareinlage in die Gesellschaft wird wie folgt zugewiesen:

- ein Betrag von zweihundert US-Dollar (200,- USD) wird dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugewiesen; und
- ein Betrag von zweihundertsechszehntausendvierhundert US-Dollar (296.400,- USD) wird dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesen.

Der dem Agiokonto der Gesellschaft zugewiesene Betrag bildet einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus.

Die Gesellschaft kann über den Gesamtbetrag von zweihundertsechszehntausendsechshundert US-Dollar (296.600,- USD) verfügen, ein Nachweis dessen wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Der Gesamtbetrag der Sacheinlage ist nachgewiesen durch die Bestätigungsschreiben, welche nach Unterzeichnung durch den Notar und die Stellvertreter der Gesellschafter ne varietur der vorliegenden notariellen Urkunde beigefügt und an die zuständige Registrierungsbehörde weitergeleitet werden.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, dass Artikel 5.1 der Satzung geändert und neu gefasst wird, so dass er wie folgt lautet:

Das Stammkapital wird auf sechs Millionen dreihundertzweiundsiebzigtausendsiebenhundertzweiundsiebzig US-Dollar (6.372.772 USD) festgesetzt, repräsentiert durch sechs Millionen dreihundertzweiundsiebzigtausendsiebenhundertzweiundsiebzig (6.372.772) Anteile in Form von Namensanteilen im Nennwert von je einem US-Dollar (1,- USD), unterteilt in mehrere Klassen wie folgt: fünf Millionen dreihundertzweiundvierzigtausendzweihundert (5.342.200) Stammanteile Klasse A (die Stammanteile Klasse A), einhundertdreiunddreißigtausenddreihundertdreißig (133.333) Stammanteile Klasse B1 (die Stammanteile Klasse B1), dreiundsechzigtausendzweihundertsiebenundneunzig (63.297) Stammanteile Klasse B2 (die Stammanteile Klasse B2), einhundertzwanzigttausend (120.000) Stammanteile Klasse BN (die Stammanteile Klasse BN), fünfzehntausend (15.000) Stammanteile Klasse B3 (die Stammanteile Klasse B3), fünftausend (5.000) Stammanteile Klasse B4 (die Stammanteile Klasse B4), fünftausend (5.000) Stammanteile Klasse B5 (die Stammanteile Klasse B5), achttausendsiebenundsiebzig (8.077) Stammanteile Klasse B6 (die Stammanteile Klasse B6), fünftausendzweihundert (5.200) Stammanteile Klasse B7 (die Stammanteile Klasse B7), fünftausend (5.000) Stammanteile Klasse B8 (die Stammanteile Klasse B8), viertausend (4.000) Stammanteile Klasse B9 (die Stammanteile Klasse B9; die Stammanteile Klasse B1, die Stammanteile Klasse B2, die Stammanteile Klasse BN, die Stammanteile Klasse B3, die Stammanteile Klasse B4, die Stammanteile Klasse B5, die Stammanteile Klasse B6, die Stammanteile Klasse B7, die Stammanteile Klasse B8 und die Stammanteile Klasse B9 werden zusammen als Stammanteile Klasse B bezeichnet; die Stammanteile Klasse A und die Stammanteile Klasse B werden zusammen als die Stammanteile bezeichnet), einhundertdreiunddreißigtausenddreihundertdreißig (133.333) Sonderanteile 1 (Anteile S1) und fünfhundertdreiunddreißigtausenddreihundertzweiunddreißig (533.332) Sonderanteile 2 (die Anteile S2; die Anteile S1 und die Anteile S2 werden zusammen als Sonderanteile bezeichnet). Die mit den einzelnen Anteilskategorien verbundenen Rechte werden in dieser Satzung festgelegt. Ein Anteil Klasse S1 und ein Anteil Klasse S2 gemeinsam haben vorbehaltlich der in Artikel 17.2, 18.1, 18.2, 20.3 und 20.4 aufgeführten Beschränkungen die Rechte eines einzigen Stammanteils.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, dass Artikel 19.3 der Satzung geändert und neu gefasst wird, so dass er wie folgt lautet:

Soweit ein Gesellschafter oder gegebenenfalls ein oberster Anteilshalter einer Verlagerung der Steuerlast für Gewinne der Gesellschaft oder ihrer Tochtergesellschaften unterliegt, die ihm von den zuständigen Finanzbehörden zugewiesen werden, und diese Zuweisungen zu versteuernden Einkommens für ein bestimmtes Jahr den Barbetrag übersteigt, der in diesem Jahr an diesen Gesellschafter ausgeschüttet worden war, hat dieser Gesellschafter Anspruch auf eine zusätzliche Ausschüttung (jeweils: eine „steuerbezogene Ausschüttung“) in Höhe seiner oder seines obersten Anteilseigners auf diese überschüssige Zuweisung zu versteuernden Einkommens entfallenden Steuerlast. Die steuerbezogene Ausschüttung findet einmal im Jahr statt, gemeinsam mit der regelmäßigen Ausschüttung nach Artikel 19.1. und Artikel 19.2 für das entsprechende Jahr. Soweit die Steuerschuld aus dem zu versteuernden Einkommen vor dem Zeitpunkt der regelmäßigen Ausschüttung fällig und zahlbar wird, leistet die Gesellschaft eine Vorauszahlung auf die zukünftigen steuerbezogenen Ausschüttungen (jeweils: eine „Vorauszahlung auf steuerbezogene Ausschüttungen“). Die Höhe der Vorauszahlung auf steuerbezogene Ausschüttungen entspricht demjenigen Betrag der geschätzten oder prognostizierten Steuerschuld, um welchen die Zuweisung zu versteuernden Einkommens für den jeweiligen Zeitraum den entsprechenden Anteil (auf einer pro-rata-temporis Basis) an der regelmäßigen Ausschüttung für das betreffende Jahr, auf welchen der Gesellschafter nach Artikel 19.1. und Artikel 19.2 einen Anspruch hat, übersteigt; für den Fall, dass die Zuweisung zu versteuernden Einkommens niedriger ist als der entsprechende Anteil an der regelmäßigen Ausschüttung, wird der Unterschiedsbetrag vorgetragen. Sämtliche Vorauszahlungen auf steuerbezogene Ausschüttungen werden im Wege der Aufrechnung mit Ansprüchen des Gesellschafter auf zukünftige steuerbezogene Ausschüttungen oder sonstige Ausschüttungen zurückgewährt. Sämtliche steuerbezogenen Ausschüttungen sowie sämtliche Vorauszahlungen auf steuerbezogene Ausschüttungen werden anteilig denjenigen Anteilen an der Gesellschaft zugewiesen, die der Empfänger dieser Zahlungen am Tag der Zahlung gehalten hat. Werden diese Anteile später übertragen, so werden automatisch auch die entsprechend zugewiesenen Bruchteile der steuerbezogenen Ausschüttungen und der Vorauszahlungen auf steuerbezogene Ausschüttungen mit den Anteilen mitübertragen. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Gesellschaft (gleich ob in Verbindung mit der Ausgabe von Anteilen oder in Verbindung mit der Rücknahme von Anteilen) und zur Ermittlung des zur Ausschüttung verfügbaren Liquidationserlöses wird der Betrag dieser gesamten an Gesellschafter vorgenommenen steuerbezogenen Ausschüttungen sowie sämtlicher offen stehender Vorauszahlungen auf steuerbezogene Ausschüttungen dem Nettoinventarwert der Gesellschaft so hinzugerechnet, als handele es sich um ein Darlehen an den Inhaber der Anteile, denen die jeweiligen steuerbezogenen Ausschüttungen oder Vorauszahlungen auf steuerbezogene Ausschüttungen

gen zugewiesen sind. Der Gesamtbetrag der steuerbezogenen Ausschüttungen, sowie etwaiger ausstehender Vorauszahlungen auf steuerbezogene Ausschüttungen, die einem Anteil zugewiesen sind, wird als Anzahlung auf den Anteil am Liquidationserlös betrachtet und mindert daher den Betrag, den der Inhaber der betreffenden Anteile bei der Liquidation erhält.

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, dass Artikel 5.2 der Satzung geändert und neu gefasst wird, so dass er wie folgt lautet:

Einlagen in das Agiokonto und das Kapitalreserve-Sonderkonto der Gesellschaft bilden einen gleichmäßig über alle Anteile verteilten Fundus und sind nicht mit dem Anteil verbunden, auf den sich die jeweilige Einlage bezieht, sofern und solange nicht durch die Gesellschafter etwas anderes bestimmt ist.

Ferner wird beschlossen, dass sämtliche Beträge, die derzeit noch dem Agiokonto oder dem Kapitalreserve-Sonderkonto der Gesellschaft zugewiesen sind, als nicht mehr verbunden gelten mit demjenigen/denjenigen Anteil(en), welche (r) aufgrund der betreffenden Einlage ausgegeben wurde(n) (im Falle der Einlage in das Agionkonto), bzw. mit denjenigen Anteilen der Gesellschafter, die eine solche Einlage gemacht haben (im Falle der Einlage in das Kapitalreserve-Sonderkonto).

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen eine Änderung des Gesellschafterverzeichnisses der Gesellschaft zur Berücksichtigung der vorstehenden Änderungen, wobei jedem Geschäftsführer der Gesellschaft die Befugnis und Vollmacht erteilt wird, jeweils einzeln handelnd, (i) für und im Namen der Gesellschaft die neu ausgegebenen Anteile in das Gesellschafterverzeichnis der Gesellschaft einzutragen und (ii) alle Formalitäten in Verbindung mit der Erhöhung des Stammkapitals (zur Vermeidung von Unklarheiten wird festgestellt, dass dazu auch die Unterzeichnung der genannten Verzeichnisse gehört)..

Veranschlagung der Kosten

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Abgaben gleich welcher Art, die von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ca. dreitausend Euro (3.000,-- EUR) veranschlagt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der des Englischen aktiv und passiv mächtig ist, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Parteien in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Wunsch derselben erschienenen Parteien ist bei Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Wortlaut die englische Fassung maßgebend.

Urkundlich dessen wird die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg an dem eingangs angegebenen Datum erteilt.

Nachdem das Dokument den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen worden war, unterzeichneten die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien gemeinsam mit mir, dem Notar, die vorliegende Originalurkunde. Die Versammlung wurde um 10.30 Uhr geschlossen.

Signé: M-P. DEPARIS, S.LECOMTE, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 7 octobre 2013. Relation: LAC/2013/45399. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2013144231/553.

(130176516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Henderson Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 22.848.

In the year two thousand and thirteen,
on the second day of the month of October.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of HENDERSON Management S.A. (the "Company"), incorporated in Luxembourg on 30 May 1985 by a notarial deed and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 179 of 20 June 1985, the articles of incorporation of which (the "Articles of Incorporation") have been last amended by a notarial deed dated 23 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 201 of 25 January 2012 and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 22.848.

The meeting was declared open at 02.30 p.m. and was presided over by Mr Jeremy Vickerstaff, General Manager, Henderson Management S.A., professionally residing in Luxembourg who appointed Mrs JeanAnne Yelverton, employee, professionally residing in Luxembourg as Secretary of the meeting.

The meeting elected as scrutineer Mrs Eleanor Lever, employee, professionally residing in Luxembourg.

All shareholders were present or represented and declared to have knowledge of the agenda of the meeting and to waive any and all procedures of convening or others.

The Chairman declared and requested the notary to state that:

1 The shareholders and the number of shares held by each of them are listed on an attendance list signed by the shareholders present and represented and by the members of the bureau; this list and the proxies of the shareholders represented, initialled *ne varietur*, will remain attached to the original of these minutes in order to be registered with it.

2 It results from the said attendance list that all the shares of the Company are present or represented at the meeting which is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all matters on the agenda, of which the shareholders have been informed before this meeting

3 The agenda of the meeting was as follows:

Agenda

1. Acknowledgment of the resignation of Mr Stewart Cazier and Mr John Sutherland from the board of directors and granting of discharge to these directors for their duties performed from 28 March 2013 until the day of this meeting.

2. Appointment of an authorised external auditor (*réviseur d'entreprises agréé*).

3. Increase the number of directors from 3 to 4 and appointment of Mr James Bowers, Mr Graham Watts and Mr Tony Sugrue to the board of directors, in addition to Mr Jeremy Vickerstaff and determination of the term of the mandates of the directors.

4. Change of the corporate object of the Company so that Article 3 shall read as follows: "The purpose of the Corporation is the creation, the promotion, the administration and the management of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised pursuant to Council Directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to UCITS and of other undertakings for collective investment ("UCIs"), including, for the avoidance of doubt, any alternative investment fund as such term is defined in the Alternative Investment Fund Managers Directive 2011/61/EU as may be amended from time to time.

More generally, the Corporation may carry out all activities linked directly or indirectly to, and deemed useful and necessary for the accomplishment of its object remaining always within the limitations sets forth by Part 4, Chapter 15 of the law of 17 December 2010 on UCIs."

5. To increase the corporate capital by an amount of one hundred thousand US dollars (USD 100,000), so as to raise it from its current amount of one hundred thousand US dollars (USD 100,000) divided into one hundred (100) shares with a nominal value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share to two hundred thousand US dollars (USD 200,000) divided into two hundred (200) shares with a nominal value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share.

6. To issue one hundred (100) new shares having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the sole shareholder resolution resolving on the capital increase;

7. To accept the subscription of these one hundred (100) shares with a nominal value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share by Henderson Holdings Group BV, a company existing and incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Roemer Visscherstraat 43-45, 1054 EW Amsterdam, The Netherlands, and to accept payment in full of each of these shares by a contribution in cash, subject to the waiver by HPC Nominees Limited, a limited liability company incorporated in the United Kingdom, whose registered office is at 201 Bishopsgate, London EC2M 3AE United Kingdom, registered with Companies House in the United Kingdom under number 00607057 of its preferential subscription right;

8. Amendment of Article 5, first paragraph of the Articles of Incorporation so as to reflect the resolutions to be adopted under items 5 to 7 of the Agenda to read as follows:

"The corporate capital is set at two hundred thousand US dollars (USD200,000), consisting of two hundred (200) shares in registered form with a parvalue of one thousand US dollars (USD 1,000) pershare, entirely paid up."

9. Restatement of the Articles of Incorporation of the Company.

and has requested the Notary to document the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolve to acknowledge the resignation of Mr Stewart Cazier and Mr John Sutherland from the board of directors and resolve to grant discharge to these directors for their duties performed from 28 March 2013 until the day of this meeting.

Second resolution

The shareholders resolve to appoint Ernst & Young S.A., having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and registered in the company register under number B 47.771 as authorised external auditor (réviseur d'entreprises agréé) for a period ending on the 31st of December 2013.

Third resolution

The shareholders resolve to increase the number of directors from 3 to 4 and to appoint, in addition to Mr Jeremy Vickerstaff, the following individuals as directors of the Company:

- Mr James Bowers, Head of Product, born in Huddersfield (England) on 4 November 1970, professionally residing at 201 Bishopsgate London EC3M 3AE, United Kingdom;
- Mr Graham Watts, Derivatives Risk Manager, born in Southampton (England) on 6 April 1959, professionally residing at 201 Bishopsgate, London EC3M 3AE, United Kingdom;
- Mr Tony Sugrue, Brand Manager, born in London (England) on 25 April 1965, professionally residing at 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Gasperich, Grand Duchy of Luxembourg;

for a period ending at the annual general meeting of shareholders deciding on the accounts for the financial year ended 31st of December 2013.

Fourth resolution

The shareholders resolve to change the corporate object of the Company so that article 3 shall read as follows:

"The purpose of the Corporation is the creation, the promotion, the administration and the management of undertakings for collective investment in transferable securities («UCITS») authorised pursuant to Council Directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to UCITS and of other undertakings for collective investment («UCIs»), including, for the avoidance of doubt, any alternative investment fund as such term is defined in the Alternative Investment Fund Managers Directive 2011/61/EU as may be amended from time to time.

More generally the Corporation may carry out all activities linked directly or indirectly to, and deemed useful and necessary for the accomplishment of its object remaining always within the limitations set forth by Part 4, Chapter 15 of the law of 17 December 2010 on UCIs."

Fifth resolution

The shareholders resolve to increase the corporate capital by an amount of one hundred thousand US dollars (USD 100,000), so as to raise it from its current amount of one hundred thousand US dollars (USD 100,000) divided into one hundred (100) shares with a nominal value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share to two hundred thousand US dollars (USD 200,000) divided into two hundred (200) shares with a nominal value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share.

Sixth resolution

The shareholders resolve to issue one hundred (100) new shares having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the sole shareholder resolution resolving on the capital increase.

Seventh resolution

The shareholders resolve to accept the subscription of these one hundred (100) shares with a nominal value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share by Henderson Holdings Group BV, a company existing and incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Roemer Visscherstraat 43-45, 1054 EW Amsterdam, The Netherlands, and to accept payment in full of each of these shares by a contribution in cash.

Subscription

Thereupon appeared Jeremy Vickerstaff, General Manager, Henderson Management S.A., professionally residing in Luxembourg, acting in his capacity as duly authorised attorney in fact of (i) Henderson Holdings Group BV, a company existing and incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Roemer Visscherstraat 43-45, 1054 EW Amsterdam, The Netherlands and (ii) HPC Nominees Limited, a limited liability company incorporated in the United Kingdom, whose registered office is at 201 Bishopsgate, London EC2M 3AE United Kingdom, registered with Companies House in the United Kingdom under number 00607057;

The person appearing declared to expressly waive in the name of and on behalf of HPC Nominees Limited its preferential subscription right (if any);

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of Holdings Group BV for hundred (100) shares with a nominal value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share and to make full payment for each such new shares by a contribution in cash of one hundred thousand US dollars (USD 100,000).

Proof of this payment has been given to the notary.

Eighth resolution

The shareholders resolve to amend article 5, first paragraph of the Articles of Incorporation so as to reflect the resolution adopted above to read as follows:

"The corporate capital is set at two hundred thousand US dollars (USD 200,000), consisting of two hundred (200) shares in registered form with a par value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share, entirely paid up."

Ninth resolution

The shareholders resolve to approve the restated version of the Articles of Incorporation as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of «HENDERSON Management S.A.».

Art. 2. The Corporation is established for an indefinite period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. The purpose of the Corporation is the creation, the promotion, the administration and the management of undertakings for collective investment in transferable securities («UCITS») authorised pursuant to Council Directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to UCITS and of other undertakings for collective investment («UCIs»), including, for the avoidance of doubt, any alternative investment fund as such term is defined in the Alternative Investment Fund Managers Directive 2011/61/EU as may be amended from time to time.

More generally the Corporation may carry out all activities linked directly or indirectly to, and deemed useful and necessary for the accomplishment of its object remaining always within the limitations set forth by Part 4, Chapter 15 of the law of 17 December 2010 on UCIs.

Art. 4. The registered office is established in the commune of Luxembourg-City, in the Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the commune of Luxembourg-City by decision of the Board of Directors.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The corporate capital is set at two hundred thousand US dollars (USD 200,000), consisting of two hundred (200) shares in registered form with a par value of one thousand US dollars (USD 1,000) per share, entirely paid up.

The Corporation will issue nominative certificates representing shares of the Corporation.

A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of share held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

The transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Corporation may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Corporation.

Shares issued by the Corporation may be transferred only with the prior approval of the board of directors of the Corporation, provided however that should the board refuse to approve any transfer, the offering holder may transfer his shares if he first offers in writing his shares to the other shareholders in the proportion that the shares held by each bears to the total outstanding shares (other than the shares offered for transfer) at a price per share equal to the book net worth of the Corporation on the date of the offer divided by the total number of shares outstanding (including the shares offered for transfer) on the same date, and such offer is not accepted by the other shareholders. The board of directors shall have authority to determine from time to time the terms and conditions and the times and forms of notice required in order to carry out the provisions of the right of first refusal provided in this paragraph.

Art. 6. The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article twenty-one hereof.

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in the commune of Luxembourg-City as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday of the month of March at 1.00 p.m..

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. The quorum and notice periods required by law shall govern the notice for and conduct of the meeting of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote subject to the limitations imposed by law. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders, and publicized if required by law.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least 3 members, who need not be shareholders of the Corporation. A majority of the board of directors may not at any time comprise persons resident for tax purposes in the United Kingdom.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Art. 12. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by any two directors, at the place indicated in the notice of meeting but so that no meeting may take place in the United Kingdom.

The chairman shall preside at all meetings of the board of directors, but in his absence the directors may appoint any director as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at any such meeting. Shareholder meetings may be presided over by any person, whether a director or not.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a the secretary and any other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of urgency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by facsimile or by e-mail of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by facsimile or e-mail another director as his proxy. A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to communicate with each other. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. No member of the board of directors shall participate at a board meeting by video-conference or conference call from the United Kingdom.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least two directors are present at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting, but so that no decision is taken by a majority of directors that are UK tax residents.

Resolutions signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or scanned copy.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 14. The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The board of directors shall have power to determine corporate policy and the course and conduct of the management and business affairs of the corporation. Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors shall appoint at least two persons that shall be of sufficiently good repute and that shall be sufficiently experienced also in relation to the type of business carried out by the UCIs referred to under Article 3. These persons shall have full authority to act on behalf of the Corporation in all matters concerned with the daily management and affairs of the Corporation, and to carry out all acts in furtherance of the policy and purpose of the Corporation.

Art. 15. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any associate or affiliate of the Corporation, or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation, or, at his request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in the connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 16. The Corporation will be bound by the joint signatures of any two directors or of any person or persons to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. The operations and books of the Corporation shall be supervised by an independent external auditor. The independent external auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until his successor is elected. The independent external auditor shall remain in office until re-elected or until his successor is elected.

Art. 18. The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 19. From the annual net profit of the Corporation, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten percent (10 %) of the capital of the Corporation as stated in Article five hereof or as increased or reduced from time to time as provided in Article six hereof.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may alone declare dividends from time to time.

The dividends declared may be paid in United States Dollars or any other currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors. The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The board of directors may decide, in accordance with article 72-2 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, to pay interim dividends before the end of the current financial year, subject to the following conditions:

- interim accounts shall be drawn-up showing that the funds available for distribution are sufficient;
- the amount to be distributed may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or the present articles of association;
- the decision of the board of directors to make distributions may not be taken more than two months after the date at which the interim accounts referred above have been made up;
- in their report to the board of directors, the approved qualified auditor (réviseurs d'entreprise agréé) shall verify whether the above conditions have been satisfied.

Art. 20. In the event of a dissolution of the Corporation either at the end of its life as specified in Article two hereof or prior thereto, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 22. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and with the law of 17 December 2010 on UCIs and amendments to these.

There being no further item on the agenda the chairman closed the meeting at 03.00 p.m..

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at thousand five hundred euro.

The undersigned notary who speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English and followed by a French translation. In case of divergences between the English and French texts, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize,

le deuxième jour du mois d'octobre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue l'assemblée extraordinaire d'actionnaires de HENDERSON Management S.A. (la "Société"), constituée à Luxembourg le 30 mai 1985 par un acte notarié publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 179 du 20 juin 1985, dont les statuts (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié en date du 23 décembre 2011, dont la publication a été effectuée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 201 du 25 janvier 2012 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 22.848.

L'assemblée est ouverte à 02.30 heures sous la présidence de Monsieur Jeremy Vickerstaff, General Manager et Président du Conseil d'Administration, Henderson Management S.A., demeurant professionnellement à Luxembourg qui désigne comme secrétaire Madame JeanAnne Yelverton, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Eleanor Lever, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Ensuite, le président déclare et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1 Les actionnaires et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur la liste de présence signée par les actionnaires présents et représentés et par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations des actionnaires représentés, paraphées «ne varietur» resteront annexées à l'original de ce procès-verbal pour être enregistrées avec lui.

2 Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions de la Société sont représentées à l'assemblée qui est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été informés avant la présente assemblée.

3 L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour

1. Prise note de la démission de Mr Stewart Cazier et de Mr John Sutherland du conseil d'administration et décharge aux administrateurs pour la performance de leurs obligations du 28 Mars 2013 jusqu'au jour de cette assemblée.

2. Nomination du réviseur d'entreprises agréé.

3. Augmentation du nombre d'administrateurs de 3 à 4 et nomination de Mr. James Bowers, Mr Graham Watts et Mr Tony Sugrue au conseil d'administration, en plus de Mr Jeremy Vickerstaff et détermination de la fin du mandat des administrateurs.

4. Modification de l'objet social de la Société pour que l'Article 3 se lise comme suit: «La Société a pour objet la création, la promotion, l'administration et la gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») agréés conformément à la directive 2009/65/CE du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les OPCVM, ainsi que d'autres organismes de placement collectif («OPC») qui incluent, pour éviter tout doute, des fonds d'investissements alternatifs tel que ce terme est défini dans la Directive des Gestionnaires de Fonds Alternatifs 2011/61/UE telle qu'elle pourra être modifiée de temps en temps.

Plus généralement, la Société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la partie 4, chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC.»

5. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent mille dollars américains (USD 100,000) pour l'augmenter de son montant actuel de cent mille dollars américains (USD 100,000) divisé en cent (100) actions ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action à deux cents mille dollars américains (USD 200,000) divisés en deux cents actions (200), ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action.

6. Emission de cent (100) nouvelles actions avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit à des dividendes à compter de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de procéder à l'augmentation de capital.

7. Acceptation de la souscription de cent (100) nouvelles actions, sans valeur nominale par Henderson Holdings Group BV, une société existant et incorporé sous le droit néerlandais, ayant son siège social à Roemer Visscherstraat 43-45, 1054 EW Amsterdam, Pays-Bas, et acceptation du paiement complet pour chacune de ces actions par un apport en espèces, sous réserve de la renonciation de HPC Nominees Limited, une société soumise au droit anglais, établie au 201 Bishopsgate, London EC2M 3AE, Royaume-Uni et enregistrée auprès du Companies House au Royaume-Uni sous le numéro 00607057 à son droit préférentiel de souscription.

8. Modification de l'article 5, premier paragraphe des Statuts, de façon à refléter les résolutions prises sous les points 5 à 7 de l'ordre du jour:

"La Société a un capital souscrit et libéré de deux cents mille dollars américains (USD 200,000) divisé en deux cents (200) actions, ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action, chacune étant complètement libérée."

9. Reformulation des Statuts de la Société.

a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires décident de prendre note de la démission de M. Stewart Cazier et de M. John Sutherland du conseil d'administration et donnent décharge aux administrateurs pour la performance de leurs obligations du 28 mars 2013 jusqu'au jour de cette assemblée.

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident de mandater Ernst & Young S.A., ayant pour siège social le 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 47.771 en tant que réviseur d'entreprises agréé pour une période se terminant le 31 décembre 2013.

Troisième résolution

Les Actionnaires décident d'augmenter le nombre d'administrateurs de 3 à 4 et de nommer, en plus de M. Jeremy Vickerstaff, les individus suivants en tant qu'administrateurs de la Société:

- M. James Bowers, Head of Product, né à Huddersfield (Angleterre) le 4 novembre 1970, résidant professionnellement au 201 Bishopsgate Londres EC3M 3AE, Royaume-Uni;

- M. Graham Watts, Derivatives Risk Manager, né à Southampton (Angleterre) le 6 avril 1959, résidant professionnellement au 201 Bishopsgate, Londres EC3M 3AE, Royaume-Uni;

- M. Tony Sugrue, Brand Manager, né à Londres (Angleterre) le 25 Avril 1965, résidant professionnellement au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Gasperich, Grand-Duché de Luxembourg;

Pour une durée se terminant à l'assemblée générale annuelle décidant sur les comptes de l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2013.

Quatrième résolution

Les Actionnaires décident de modifier l'objet social de la Société de façon à ce que l'article 3 soit comme suit:

«La Société a pour objet la création, la promotion, l'administration et la gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») agréés conformément à la directive 2009/65/CE du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les OPCVM, ainsi que d'autres organismes de placement collectif («OPC») qui incluent, pour éviter tout doute, des fonds d'investissements alternatifs tel que ce terme est défini dans la Directive des Gestionnaires de Fonds Alternatifs 2011/61/UE telle qu'elle pourra être modifiée de temps en temps.

Plus généralement, la Société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la partie 4, chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC.»

Cinquième résolution

Les Actionnaires décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent mille dollars américains (USD 100,000) pour l'augmenter de son montant actuel de cent mille dollars américains (USD 100,000) divisé en cent (100) actions ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action à deux cents mille dollars américains (USD 200,000) divisés en deux cents actions (200), ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action.

Sixième résolution

Les Actionnaires décident d'émettre cent (100) nouvelles actions avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit à des dividendes à compter de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de procéder à l'augmentation de capital.

Septième résolution

Les Actionnaires décident d'accepter la souscription de cent (100) nouvelles actions, ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action par Henderson Holdings Group BV, une société existant et incorporée sous le droit des Pays-Bas, ayant son siège social à Roemer Visscherstraat 43-45, 1054 EW Amsterdam, Pays-Bas, et d'accepter la libération complète pour chacune de ces actions par un apport en espèces.

Souscription

A la suite de quoi comparait Jeremy Vickerstaff, General Manager, Henderson Management S.A., résidant professionnellement à Luxembourg, agissant en qualité de mandataire de (i) Henderson Holdings Group BV, une société existant et incorporée sous le droit des Pays-Bas, ayant son siège social à Roemer Visscherstraat 43-45, 1054 EW Amsterdam, Pays-Bas et (ii) HPC Nominees Limited, une société soumise au droit anglais, établie au 201 Bishopsgate, London EC2M 3AE, Royaume-Uni et enregistrée auprès du Companies House au Royaume-Uni sous le numéro 00607057.

La personne comparante ayant le pouvoir de souscrire au nom et pour le compte de HPC Nominees Limited déclare renoncer à son droit préférentiel de souscription (si applicable);

La personne agissant au nom et pour le compte de Henderson Holdings Group BV, déclare souscrire cent (100) nouvelles actions, ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action par un apport en numéraire total de cent mille dollars américains (USD 100,000).

La preuve de ce paiement a été remise au notaire.

Huitième résolution

Les Actionnaires décident de modifier le 1^{er} paragraphe de l'article 5 des Statuts afin de refléter la résolution adoptée ci-avant, comme suit:

«La Société a un capital souscrit et libéré de deux cent mille dollars américains (USD 200,000) divisé en deux cents (200) actions, ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action, chacune étant complètement libérée.»

Neuvième résolution

Les Actionnaires décident d'approuver la version coordonnée des Statuts, comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination «HENDERSON Management S.A.».

Art. 2. La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modifications des présents statuts.

Art. 3. La Société a pour objet la création, la promotion, l'administration et la gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») agréés conformément à la directive 2009/65/CE du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les OPCVM, ainsi que d'autres organismes de placement collectif («OPC») qui incluent, pour éviter tout doute, des fonds d'investissement alternatifs, tel que ce terme est défini dans la Directive des Gestionnaires de Fonds Alternatifs 2011/61/UE telle qu'elle pourra être modifiée de temps en temps.

Plus généralement, la Société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la partie 4, chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville, au Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré partout dans la commune de Luxembourg-Ville par décision du Conseil d'Administration.

Il peut être créé par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales, filiales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 5. La Société a un capital souscrit et libéré de deux cent mille dollars américains (USD 200,000) divisé en deux cents (200) actions, ayant chacune une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1,000) par action, chacune étant complètement libérée.

La Société émettra des certificats nominatifs représentant les actions de la Société.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, la somme libérée pour chacune de ces actions ainsi que le transfert des actions et les dates de ces transferts.

Le transfert d'une action se fera par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet. La Société pourra également accepter en guise de preuve du transfert d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société.

Les actions émises par la Société ne pourront être transférées qu'avec l'accord préalable du Conseil d'Administration de la Société, sous réserve cependant que, si le conseil refusait d'approuver un transfert, l'actionnaire cédant pourra transférer ses actions à condition d'offrir d'abord par écrit ses actions aux autres actionnaires dans la proportion des actions détenues par chacun relativement au nombre total des actions en circulation (y compris les actions offertes en transfert) à un prix par action égal à la valeur nette comptable de la Société à la date de l'offre divisée par le nombre total des actions en circulation (y compris les actions offertes en transfert) à la même date, et que cette offre n'a pas été acceptée par les autres actionnaires. Le Conseil d'Administration aura le pouvoir de déterminer périodiquement les termes et conditions ainsi que les dates et formes de l'avis exigé en vue d'exécuter les dispositions concernant le droit de premier refus prévu au présent alinéa.

Art. 6. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolution des actionnaires prise conformément aux dispositions exigées pour la modification des présents statuts, telles qu'établies à l'article vingt-et-un ci-après.

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi à Luxembourg au siège social de la Société ou tout autre endroit dans la commune de Luxembourg-Ville, qui sera fixé dans l'avis de convocation le dernier jeudi du mois de mars à 13.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit ou par facsimile une autre personne comme mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale.

Art. 10. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le conseil d'administration, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, publié si requis la loi et envoyé par lettre recommandée, au moins huit jours avant l'assemblée, à tout actionnaire à son adresse portée au registre des actionnaires.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils affirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalables.

Art. 11. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins lesquels n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société. La majorité du conseil d'administration ne pourra à aucun moment être composée de personnes qui ont leur résidence fiscale au Royaume Uni.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale pour une période se terminant à la prochaine assemblée annuelle et lorsque leurs successeurs auront été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission, de révocation ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Au cas où, lors de toute assemblée, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président de l'assemblée aura voix prépondérante.

Art. 12. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il désignera également un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, mais de manière telle qu'aucune réunion ne se tienne au Royaume Uni.

Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence les administrateurs désigneront à la majorité un administrateur pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions. La présidence des assemblées des actionnaires peut être assumée par toute personne, administrateur ou non.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des directeurs et fondés de pouvoir de la Société, dont un secrétaire, éventuellement d'autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bon les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par facsimile ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par facsimile ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues, à la condition toutefois qu'au moins deux administrateurs participent à la réunion.

Les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au conseil puissent communiquer les uns avec les autres. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Aucun membre du conseil d'administration ne participera à un conférence call ou à une visio-conférence à partir du Royaume Uni.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si au moins deux administrateurs sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, mais de manière à ce qu'aucune décision n'est prise par une majorité d'administrateurs résidents fiscaux au Royaume Uni..

Les résolutions signées par tous les administrateurs produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent résulter de lettres, facsimile ou copie scannée.

Art. 13. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par ce président ou par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 14. Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées. Le conseil d'administration aura le pouvoir de déterminer la politique de la Société ainsi que le cours et la conduite de l'administration et des opérations de la Société. Les administrateurs ne pourront cependant pas engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du conseil d'administration.

Le conseil d'administration nommera au moins deux personnes ayant une honorabilité et une expérience suffisantes pour le type d'activités menées par les OPC auxquels il est fait référence à l'Article 3. Ces personnes ont pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et l'exécution d'opérations de la Société, ainsi que pour accomplir tout acte en vue de l'accomplissement de l'objet et la poursuite de l'orientation générale de la Société.

Art. 15. Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait l'administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé.

L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires.

La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou procès auxquels, il aura été partie en sa qualité d'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, un telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir.

Art. 16. La Société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par toute personne à laquelle ou toutes personnes auxquelles des pouvoirs auront été spécialement délégués par le conseil d'administration.

Art. 17. Les opérations et la tenue de la comptabilité de la Société seront surveillées par un réviseur d'entreprises indépendant. Le réviseur d'entreprises indépendant sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de son successeur. Le réviseur d'entreprises indépendant restera en fonction jusqu'à la réélection ou l'élection de son successeur.

Art. 18. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 19. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social tel qu'il est prévu à l'article 5 des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit ainsi qu'il est dit à l'article 6 ci-avant.

L'assemblée générale des actionnaires décidera de l'usage à faire du solde du bénéfice net annuel et décidera seul de la réparation des dividendes.

Les dividendes annoncés pourront être payés en dollars des Etats-Unis ou en toute autre monnaie choisie par le conseil d'administration, et pourront être payés aux temps et lieux choisis par le conseil d'administration. Le conseil d'administration déterminera souverainement le taux de change applicable à l'échange des dividendes en la monnaie de paiement.

Le conseil d'administration pourra décider, en accord avec l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de verser un acompte sur dividendes avant la fin de l'année sociale en cours, sous les conditions suivantes:

- il est établi un état comptable faisant apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants;
- le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou des présents statuts;
- la décision du conseil d'administration de distribuer un acompte ne peut être prise plus de deux mois après la date à laquelle a été arrêté l'état comptable visé ci-dessus;

- dans leur rapport au conseil d'administration, le réviseur d'entreprise agréé vérifiera si les conditions ci-dessus ont été remplies.

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, soit à la fin de sa durée, comme il est dit à l'article deux ci-dessus, soit plus tôt, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui peuvent être des personnes physiques ou morales, et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 21. Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Art. 22. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de la loi du 17 décembre 2010 sur les OPC et de leurs lois modificatives.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.00 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à mille cinq cents euros.

Le notaire soussigné qui parle l'anglais déclare que le présent acte a été dressé en anglais, suivi d'une traduction en français. En cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, connues du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. VICKERSTAFF, J.A. YELVERTON, E. LEVER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 07 octobre 2013. Relation: EAC/2013/12998. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013144185/644.

(130176283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Middlegate Europe Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4963 Clémency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 180.776.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the ninth of October.

Before Us, Maître Karine REUTER, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

1. Mr. Kim Notman, born on 5 June 1974 in Bruges (Belgium), residing at 1 Rowley Cottages, the Woodlands, HU20 3XX Rowley;

2. Mr. Sandro Catale, born on 3 August 1973 in Rocourt (Belgium) residing at 3 Rue Saint Quirin, 4682 Heure le Romain (Belgium)

Here represented by Mr Thibault DAXHELET, private employee, with professional address at Pétange, by virtue of powers of attorney given under private seal in Luxembourg on 9th of August, 2013.

Such powers of attorney, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of incorporation (hereafter the "Articles") which specify in its articles 7, 10, 11 et 14, the special rules applicable to a private limited liability company with a single shareholder.

Art. 2. Corporate name. The Company will have the name "Middlegate Europe Luxembourg S.à r.l." (hereafter the "Company").

Art. 3. Corporate objects. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises which form part of the same group of companies as the Company any support, loans, advances or guarantees.

The corporation may give commercial and marketing advice to the group and may carry out transport activity and dispatching of goods.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in the city of Clemency, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager or the board of managers determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 6. Capital. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (12.500.- EUR) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a par value of one euro (1.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Changes on capital. The share capital may be modified at any time by approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least in accordance with the provisions of the Law.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. Events affecting the company. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. Managers. The Company is managed by a sole manager or by a board of managers, composed of at least one (1) manager A and at least (1) one manager B, who need not be shareholders, appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, for an undetermined period of time.

Managers are eligible for re-election. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders at a simple majority. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, without prejudice to the first sentence of this article 12, the duration of their tenure and the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholders decide upon the compensation of each manager.

Art. 13. Bureau. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his functions will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

Art. 14. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice.

The board of managers may only proceed to business if the majority of its members, including at least one manager A and at least one manager B, are present or represented.

Managers unable to attend may delegate by letter or by fax another member of the board to represent them and to vote in their name. Managers unable to attend may also cast their votes by letter, fax or email.

Decisions of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting.

A manager having an interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

In the event of a member of the board having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting will be deemed valid.

At the next general meeting of shareholder(s), before votes are taken on any other matter, the shareholder(s) shall be informed of the cases in which a manager had an interest contrary to that of the Company.

In the event that the managers are not all available to meet in person, meetings may be held via telephone conference calls.

Resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 15. Minutes - Resolutions. All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by at least one manager. Any power of attorneys will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman.

The above minutes and resolutions shall be kept in the Company's books at its registered office.

Art. 16. Powers. The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is/are vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present articles to shareholders fall within the competence of the board of managers.

Art. 17. Delegation of powers. The managers may, with the prior approval of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, entrust the daily management of the Company to one of its members.

The managers may further delegate specific powers to any manager or other officers.

The managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointments at any time.

Art. 18. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, or, in case of plurality of managers, by the joint signature of one manager A and one manager B of the Company, or the joint signatures or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 17 of these Articles.

Art. 19. Liability of the managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 20. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

Art. 21. Decisions of the shareholders. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Art. 22. Financial year. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of the same year.

Art. 23. Financial statements. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 24. Allocation of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or in case of plurality of managers, the board of managers.
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve.
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 25. Dissolution - Liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 26. Matters not provided. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first financial year shall start on the date of the incorporation and end on December 31st, 2014.

Subscription - Payment

The shares in the Company have been subscribed as follows:

- Mr. Kim Notman	10,000 shares
- Mr. Sandro Catale	2,500 shares

The shares have all been fully paid up by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 15th, 1915, on commercial companies, as amended have been observed.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

Resolutions of the shareholders

- 1) The Company will be administered by the following managers:
 - a) Mr. Kim Notman, director, born on 5 June 1974 in Bruges (Belgium), with private address at 1 Rowley Cottages, the Woodlands, HU20 3XX Rowley, as manager A for an undetermined period.
 - b) Mr. Sandro Catale, director, born on 3 August 1973 in Rocourt (Belgium) with private address at 3 Rue Saint Quirin, 4682 Heure le Romain (Belgium), as manager B for an undetermined period.

2) The registered address of the company shall be fixed at 9, rue Basse, L-4963 Clémency.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le neuf octobre.

Par-devant Nous Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

M. Kim Notman, né le 15 juin 1974 à Bruges, Belgique, ayant son adresse au 1, Rowley Cottages, the Woodlands, HU20 3XX Rowley;

M. Sandro Catale, né le 3 août 1973 à Rocourt, Belgique, ayant son adresse au 3, rue Saint Quirin, 4682 Heure le Romain

Tous ici représentés par Monsieur Thibault DAXHELET, employé privé, ayant son adresse professionnelle à Pétange, en vertu de procurations données sous seing privé à Luxembourg le 9 août 2013.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Dénomination. La Société aura la dénomination: "Middlegate Europe Luxembourg S.à r.l." (ci-après "La Société").

Art. 3. Objet. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises qui font partie du même groupe de sociétés que la Société tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra donner des conseils commerciaux et de marketing pour le groupe et pourra exercer des activités de transport et d'expédition de marchandises.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers en relation avec son objet ou pouvant en favoriser l'accomplissement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Clémency, Grand-Duché de Luxembourg. L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger, suite à une résolution de l'associé unique, ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent (100 %) du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Modification du capital social. Dans le respect des dispositions légales y relatives, le capital social peut être modifié à tout moment par (i) approbation de la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers et successeurs de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas, pour quelques raisons que ce soient, ne peuvent en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, requérir que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire de l'actif soit ordonné en justice, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Cession de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. Événements affectant la Société. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un gérant, ou un conseil de gérance, composé d'au moins un (1) gérant de classe A et d'au moins un (1) gérant de classe B, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, pour une durée indéterminée.

Le ou les gérants sont rééligibles. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, à la majorité simple. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, en considération de la première phrase de l'article 12 des Statuts, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions du (des) gérant(s).

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Art. 13. Bureau. Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut siéger, ses fonctions seront reprises par un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire et d'autres mandataires sociaux, associés ou non associés.

Art. 14. Réunions du conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou deux membres du conseil.

Les réunions sont tenues à l'endroit, au jour et à l'heure mentionnée dans la convocation.

Le conseil peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres, incluant un gérant de classe A et un gérant de classe B, sont présents ou représentés.

Les gérants empêchés peuvent déléguer par courrier ou par fax un autre membre du conseil pour les représenter et voter en leur nom. Les gérants empêchés peuvent aussi voter par courrier, fax ou e-mail.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

Un gérant ayant un intérêt contraire à la Société dans un domaine soumis à l'approbation du conseil doit en informer le conseil et doit faire enregistrer sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations du conseil.

En cas d'abstention d'un des membres du conseil suite à un conflit d'intérêt, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à cette réunion seront réputées valables.

A la prochaine assemblée générale des associés, avant tout vote, le(s) associé(s) devront être informés des cas dans lesquels un gérant a eu un intérêt contraire à la Société.

Dans les cas où les gérants sont empêchés, les réunions peuvent se tenir par conférence téléphonique.

Les décisions signées par l'ensemble des gérants sont régulières et valables comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être documentées par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 15. Procès-verbaux - Décisions. Les décisions adoptées par le conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par au moins un gérant. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux. Les copies et extraits de ces procès-verbaux seront signés par le président.

Ces procès-verbaux et résolutions seront tenus dans les livres de la Société au siège social.

Art. 16. Pouvoirs. Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de disposition intéressant la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément aux associés par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil.

Art. 17. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut, avec l'autorisation préalable de l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres.

Les gérants peuvent conférer des pouvoirs spécifiques à tout gérant ou autres organes.

Les gérants peuvent nommer des mandataires disposant de pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

Art. 18. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B dans tous les cas ou la signature conjointe ou la signature individuelle de toutes personnes auxquelles un pouvoir de signature a été donné conformément à l'article 17 des Statuts.

Art. 19. Responsabilité de la gérance. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Ils sont simplement des agents autorisés et ne sont seulement responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 20. Evénements affectant la gérance. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 21. Décisions de l'associé ou des associés. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient.

Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Les associés ne peuvent modifier la nationalité de la Société uniquement par vote unanime. Toute autre modification des Statuts de la Société ne peut être faite que (i) par une majorité d'associés (ii) détenant au moins les trois quarts du capital social.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 23. Bilan. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 24. Répartition des bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance.
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice.
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 25. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 26. Dispositions générales. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la société commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Les parts sociales de la Société ont été souscrites comme suit:

- M. Kim Notman	10.000 parts sociales
- M. Sandro Catale	<u>2.500 parts sociales</u>
Total:	12.500 parts sociales

Toutes les actions ont été entièrement libérées par paiement en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ mille deux cents euros (1.200,- EUR).

Résolutions des associés

1) La Société est administrée par les gérants suivants:

a) Monsieur Kim Notman, gérant d'entreprises, né le 15 juin 1974 à Bruges (Belgique), avec adresse privée au 1, Rowley Cottages, the Woodlands, HU20 3XX Rowley (Royaume-Uni), est nommé gérant de classe A pour une durée indéterminée; et

b) Monsieur Sandro Catale, gérant d'entreprises, né le 3 août 1973 à Rocourt, Belgique, ayant son adresse au 3 Rue Saint Quirin, 4682 Heure le Romain est nommé gérant de classe B pour une durée indéterminée

2) L'adresse de la Société est fixée au 9, rue basse L4963 Clémency.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signés: T. DAXHELET, K.REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13237. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETANGE, le 11 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143625/397.

(130175419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Maunaloa Investment SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.810.

STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-trois septembre

Par-devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz,

Ont comparu:

1.- La société anonyme AYAM HOLDING SA SPF, inscrite au registre de commerce sous le numéro B174.073, ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch et représentée par son administrateur-délégué, Madame Isabelle HAMER demeurant professionnellement à L-9647 Doncols, Bohey 36

2.- La société anonyme Malibaro SA SPF, inscrite au registre de commerce sous le numéro B134.992, ayant son siège social à L-9647 Doncols, 36, Bohey représentée par son administrateur déléguée Madame Marie-Rose HARTMAN, demeurant professionnellement à L-9647 Doncols, 36 Bohey, Ici représentée par la société AYAM HOLDING SA SPF, prénommée, en vertu d'une procuration donnée par la société MALIBARO SA SPF dressée à Doncols le 08 août 2013 sous seing privé annexée et signée «NE VARIETUR».

Lesquelles comparantes, présentes ou tel que représentées, ont déclaré constituer une société anonyme dont elles arrêtent les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par la personne ci-avant qualifiée et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de «Maunaloa Investment SA» qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que les présents statuts de constitution.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'instruments financiers tels que définis par la loi du 5 août 2005 telle que modifiée sur les contrats de garantie financière.

Elle a encore pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

Enfin, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, techniques et financières ou autres, reliées directement ou indirectement dans tous les domaines afin de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à cinquante mille euros (50.000.-€) représenté par cent (100) actions sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Les actions sont et resteront nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

La société pourra procéder au rachat de ses actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration.

Si la société ne comporte qu'un associé unique le conseil d'administration peut être composé par un seul administrateur. Dès que l'assemblée générale constate l'existence de plus d'un associé il y aura lieu de nommer un conseil d'administration composé de trois membres au moins.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs pour cause de décès, démission ou toutes autres causes, il sera pourvu à leur remplacement par le conseil d'administration conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale, ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

Art. 8. L'administrateur unique exerce les fonctions dévolues au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Pour le calcul du quorum, sont réputés présents les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration, les personnes qui assistent par visioconférence ou des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue. Pareille réunion est réputée se dérouler au siège de la société.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télécopie, télégramme ou tout autre moyen de télécommunication informatique.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion et par un autre administrateur ou par l'administrateur unique. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social. Ils sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, sont de la compétence du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil ou l'administrateur unique peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs spéciaux, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaire de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée valablement par les signatures conjointes de deux administrateurs dont celle de l'administrateur-délégué à la gestion journalière.

Si la société fonctionne au moyen d'un administrateur unique ce dernier engage valablement la société en toute circonstance par sa seule signature.

Art. 13. Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration ou à assister l'administrateur unique à la gestion de la société sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la société anonyme et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exception des divulgations exigées ou admises par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

Art. 14. La surveillance financière de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 15. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Si la société est constituée par un associé unique ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations le troisième lundi du mois de juin de chaque année à 18.00 heures. L'assemblée générale annuelle doit être tenue dans les six mois de la clôture de l'exercice et la première assemblée générale peut avoir lieu dans les dix-huit mois suivant la constitution.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. Le conseil d'administration, l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent.

Art. 18. Les convocations aux assemblées générales se font dans les formes prévues par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans les convocations préalables.

Le calcul du quorum se fait selon les modalités prévues par la loi. Sont réputés présents pour ce calcul les actionnaires qui participent à la réunion du conseil d'administration les personnes qui assistent par visioconférence ou des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie ou tout autre moyen de télécommunication informatique un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

Année sociale - Bilan

Art. 19. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 20. Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration ou de l'administrateur unique l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peuvent procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Ils détermineront le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesures transitoires

La première année sociale de la société commence le jour de la constitution et finit le dernier jour de décembre de l'an 2014.

Souscription et Libération

Les comparantes préqualifiées ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

La société AYAM HOLDING SA SPF 50 actions

La société Malibaro SA SPF: 50 actions

Soit un total de cent (100) actions représentant l'intégralité du capital social. Les actions ont été libérées à concurrence de 100 % par des versements en espèces, de sorte que la somme de CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 50.000), se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentant constate que les conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Coût, Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1050.-euros

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes pré qualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et de commissaire au compte est fixé à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, le mandat expirant à l'assemblée générale annuelle de 2019:
 - a) Monsieur Moyse DARGAA, administrateur, demeurant à L-8019 Strassen, Rue du Bois 72
 - b) La société AYAM HOLDING SA SPF, prénommée
 - c) La société MALIBARO SA SPF, prénommée, Les mandats seront exercés à titre gratuit.
- 3) Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale annuelle de 2019: HMS Fiduciaire Sàrl, représentée par Monsieur Laurent Stéveler ayant son siège social à Bohey 36 L-9647 DONCOLS et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B121.989
- 4) Le siège social est fixé à L-1470 Luxembourg, Route d'Esch 7

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'Administration de la Société Anonyme «Maunaloa Investement SA»:

1. Monsieur Moyse DARGAA
2. La société AYAM HOLDING SA SPF
3. La société MALIBARO SA SPF

Lesquels membres présents ou représentés après avoir déclaré se considérer comme dûment convoqués ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires, ils ont désigné administrateur-délégué Monsieur Moyse DARGAA, prénommé, chargé de l'administration journalière avec pouvoir de représenter et d'engager la société par sa signature conjointement avec celle d'un autre administrateur.

Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée générale de l'année 2019.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: HAMER, Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 23 septembre 2013. Relation: WIL/2013/611. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 15 octobre 2013.

Référence de publication: 2013144297/209.

(130176253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Unilink Contractors Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 51.489.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue au siège social exceptionnellement le 15 octobre 2013

- les mandats d'Administrateurs et du Commissaire sont reconduits pour une nouvelle période de 3 ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2015, devant se tenir en 2016:

Administrateurs:

- Madame Stéphanie COLLEAUX, employée privée, née le 2 décembre 1977 à Dinant (Belgique) et demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Madame Annick LEBLON, employée privée, née le 27 octobre 1975 à Etterbeek (Belgique) et demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

- Monsieur Gregory GUISSARD, employé privé, né le 1^{er} août 1980 à Braine-l'Alleud (Belgique) et demeurant professionnellement au 7-9, rue de l'Arquebuse, CH-1211 Genève 11

Commissaire

- FIN-CONTRÔLE S.A., société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013145812/21.

(130177782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Primeur Invest II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 16.157.800,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 164.563.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIMEUR INVEST II S. à r.l.

Signatures

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2013146984/12.

(130179458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Stackpole International, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 538.446,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 162.412.

—
Suite au contrat de cession de parts sociales en date du 10 octobre 2013 entre Stackpole International Holding, L.P. en qualité de cédant (le «Cédant») et Stackpole International Powder Metal, ULC, société à responsabilité illimitée ayant son siège social au Suite 1700, Park Place, 666 Burrard Street, Vancouver BC V6C 2X8, Canada et enregistrée au Registre des Sociétés de la Province de Colombie britannique sous le numéro BC0978006, en qualité de cessionnaire (le «Cessionnaire»), le Cédant a cédé au Cessionnaire toutes les parts sociales qu'il détenait dans la Société à compter du 10 octobre 2013.

Par conséquent, Stackpole International Powder Metal, ULC devient l'associé unique de la Société à compter du 10 octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stackpole International, S.à r.l.

Fabrice Rota

Gérant B

Référence de publication: 2013146321/20.

(130178234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2013.